

**Convention collective**

IDCC : 9231. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES  
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(CREUSE)**

**(27 octobre 1993)**

(Etendue par arrêté du 18 février 1994,  
*Journal officiel* du 2 mars 1994)

**AVENANT N° 21 DU 27 MARS 2007**

NOR : *AGRS0797186M*

IDCC : 9231

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;  
La fédération départementale des jeunes agriculteurs ;  
La fédération départementale des CUMA ;  
La fédération départementale des entrepreneurs de travaux agricoles et  
ruraux,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;  
L'union départementale des syndicats CFDT ;  
L'union départementale des syndicats CGT ;  
L'union départementale des syndicats CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 32 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

**Article 32**

*Retraite complémentaire et prévoyance*

Les employeurs qui relèvent de la présente convention s'engagent à adhérer, pour l'ensemble de leur personnel salarié âgé de 16 ans au moins, à la CAMARCA (caisse mutuelle autonome de retraite complémentaire agricole, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08).

## Article 2

Il est créé un article 33.1 intitulé « Régime de prévoyance des salariés non cadres » ainsi rédigé :

### Article 33.1

#### *Régime de prévoyance des salariés non cadres*

Tous les salariés non cadres, sans condition d'ancienneté, employés sur les exploitations et entreprises visées par l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention bénéficient d'une garantie décès et d'une garantie incapacité de travail temporaire, assurées par Agri Prévoyance.

#### 1. Garantie décès

Cette couverture décès comprend trois prestations :

- un capital décès ;
- une rente annuelle d'éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

##### a) Le capital décès.

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge et de 50 % pour le conjoint, est versé par Agri Prévoyance à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant,
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune,
- aux héritiers.

Le cocontractant d'un Pacs est assimilé au conjoint non séparé de corps.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité absolue et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3<sup>e</sup> catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;

- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois pris en charge.

b) La rente annuelle d'éducation.

En cas de décès du salarié, chaque enfant (âgé de 0 à 18 ans) à charge au moment du décès perçoit une rente annuelle d'éducation et sous réserve de scolarisation jusqu'à 25 ans.

La valeur de cette rente est fixée chaque année par le conseil d'administration d'Agri Prévoyance.

c) L'indemnité frais d'obsèques.

En cas de décès du salarié, une indemnité frais d'obsèques est versée, d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur, à la date du décès, soit 2 682 € pour l'année 2007.

Toutes les questions qui ne trouveraient pas leur réponse dans le texte de la présente convention collective devront être examinées à la lumière du règlement Agri Prévoyance, annexé à l'accord d'adhésion du 27 mars 2007.

## 2. Garantie incapacité de travail temporaire

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière légale de maladie des assurances sociales agricoles, le salarié bénéficie d'une indemnité complémentaire versée par Agri Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnité légale plus indemnité complémentaire) s'élève à :

- 90 % du gain journalier de base retenu par la caisse de mutualité sociale agricole pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours ;
- 80 % du même gain jusqu'à expiration du versement des indemnités journalières par la caisse de mutualité sociale agricole sans pouvoir excéder le 1 095<sup>e</sup> jour.

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de carence de 10 jours en cas d'accident et de maladie de la vie privée et dès le 1<sup>er</sup> jour en cas d'arrêt consécutif à un accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales ;
- l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité.

En cas de rupture du contrat de travail avant la fin de la période d'indemnisation, les garanties sont maintenues jusqu'à la fin de l'indemnisation.

## 3. Cotisations et organisme assureur

La gestion du régime de prévoyance est assurée par Agri Prévoyance, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri Prévoyance pour leur personnel non cadre.

L'ensemble des cotisations est dû dès le premier jour d'embauche.

Les cotisations telles que fixées par l'accord d'adhésion à l'institution, sont assises sur la totalité des salaires bruts et réparties comme suit :

*(En pourcentage.)*

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,86	0,41	0,45
Décès	0,40	0,24	0,16
Total	1,26	0,65	0,61

La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national inter-professionnel du 10 décembre 1977, ainsi que les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident du travail.

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de mutualité sociale agricole par Agri Prévoyance pour le compte de l'employeur.

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, mais également de CSG et CRDS.

L'assurance des charges sociales patronales est financée par une cotisation de 0,15 % intégralement supportée par l'employeur.

#### 4. Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

### 5. Révision et dénonciation

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire.

### 6. Date d'effet

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007 pour une durée indéterminée et s'appliqueront aux arrêts de travail survenus à cette date.

## **7. Dépôt et extension**

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Guéret, le 27 mars 2007.

(Suivent les signatures.)